

Histoire de
Histoire de
l'éducation populaire
l'éducation populaire

Michel RIEZ

Mai 2000

Histoire de l'Éducation Populaire

I. Quelques dates, événements, initiatives, créations, ayant marqué l'Histoire de l'Éducation Populaire

Il n'est pas possible de mentionner, ici, toutes les initiatives qui ont eu lieu, en matière d'éducation populaire, tant elles furent nombreuses. Je n'évoquerai qu'un certain nombre d'événements communautaires, d'institutions et structures associatives, nationales, ainsi que quelques personnages qui ont attaché leur nom à cette histoire.

La plupart de ceux et celles qui ont écrit l'Histoire de l'Éducation Populaire font partir celle-ci de la période de la «Révolution Française» de 1789, parce que cette époque posera, pour la première fois, les problèmes culturels en terme de «*masse*», concernant le peuple dans son ensemble.

Un précurseur : *CONDORCET*, Député à la Convention, qui présente en 1792 un rapport sur «**l'organisation générale de l'Instruction Publique**» dans lequel il parle d'une instruction pour l'ensemble du peuple, y compris pour les adultes.

XIX^{ème} siècle

Le début de ce siècle est marqué par la *misère* qui écrase le peuple (conditions de vie difficiles : salaires de misère, logements insalubres, travail pénible, durée de la journée de travail très longue, enfants placés au travail dès leur jeune âge, pas de régime de prévoyance sociale). Avec une telle situation de vie, il ne reste pas beaucoup de temps ni de moyens pour penser à se cultiver.

Cependant, à force d'être exploité et humilié, le peuple va commencer à réagir par des soulèvements, émeutes, grèves, révolution.

Très vite, en même temps qu'il réclame des améliorations de ses conditions de vie matérielle, il va manifester le désir de pouvoir se cultiver.

A cette époque, le souci primordial de tous ceux qui revendiquent ce droit culturel est de permettre au peuple de pouvoir accéder à une instruction gratuite, obligatoire et laïque.

Quelques dates et quelques organisations qui vont exercer un rôle dans la prise de conscience du besoin culturel du peuple :

- 1835 : *l'association polytechnique*

dans la même période : **association philotechnique**

- 1849 : **Institut Populaire de Paris**

(Ces 3 institutions vont organiser des cours d'enseignement, des conférences, des cours du soir publics et gratuits, pour les ouvriers).

- 1860 : succès des *cours du soir* et ouverture des *bibliothèques populaires*
- 1866 : création par Jean MACE de la **Ligue Française de l'Enseignement** qui, après avoir agi sous forme pétitionnaire pour *demander l'instruction obligatoire et gratuite*, se donnera comme objectif d'organiser l'action éducative et civique autour et en dehors du système scolaire. C'est à partir d'elle que se créeront par la suite, les Fédérations Départementales des œuvres laïques – les F.O.L. et des organismes spécialisés.
- Dans le même temps, vont se développer des *initiatives* qui ont comme objectifs de faire face aux conditions de vie des ouvriers. Des outils institutionnels vont se créer. Ils présenteront la particularité, à l'époque, d'être *pensés, organisés, et gérés par les travailleurs eux-mêmes*. On peut citer :
 - o Le **compagnonnage** (groupements d'ouvriers d'un même corps de métier hérités du Moyen Age)
 - o Les **sociétés de Secours Mutuels** pour l'entraide face à la maladie, aux accidents, etc...
 - o Les **caisses de résistance**, pour soutenir financièrement en cas de grève.
 - o La **presse ouvrière**, créée et gérée par des ouvriers (ex. : le Journal l'ATELIER en 1841)
- 1867 – 1868 : les **chambres syndicales** qui, en plus de leur rôle de représentativité, vont contribuer au développement de l'Education des Adultes
- 1871 : La « **Commune de Paris** » qui aura le souci, au milieu des émeutes et des combats, d'assurer la promotion individuelle, culturelle et collective des militants ouvriers.

1881 – 1882 : Lois Scolaires de Jules FERRY, instituant l'Enseignement Public, obligatoire et gratuit.

1884 : Loi autorisant la création de SYNDICATS

- 1887 : Les **Bourses du Travail**, inspirées par **Fernand PELLOUTIER**, qui voit dans ces lieux, des moyens d'échanger sur les problèmes d'emploi, mais également sur des questions de formation et d'éducation.

Fin du XIX^{ème} siècle et début du XX^{ème} siècle

Cette période sera significative, dans l'histoire de l'éducation populaire, par la rencontre entre le peuple et les intellectuels, autour d'activités, nombreuses et diversifiées, d'enseignement, à caractère culturel, civique, social.

Signalons 3 expériences intéressantes :

- les **Universités Populaires**, créées en 1898, souvent animées par des intellectuels et fréquentées par le milieu populaire. Parmi les objectifs de ces intellectuels, figurait la volonté de développer la connaissance scientifique et la raison pour lutter contre les préjugés.
- « **le Sillon** » (1894 – 1910) fondé par le jeune bourgeois catholique *Marc SANGNIER*. Ce mouvement fut rendu célèbre par ses *cercles d'études* catholiques d'ouvriers, où avaient lieu des conférences, débats, exercices de lectures, études de questions sociales,
Ces activités trouvaient leur originalité dans une pédagogie innovante qui considérait les participants comme des interlocuteurs. Peu à peu, ce sont les ouvriers qui finiront par animer certains cercles d'études.
- Les **équipes sociales** fondées en 1919 par *Garrie*, qui se veulent être des lieux de rencontre des deux milieux en vue d'un « développement et de la culture de tout l'être ».

Il faut aussi souligner l'effort considérable de *certaines institutrices* qui organisaient des cours du soir pour adultes.

A la fin du 19^{ème} siècle, apparaissent des *associations chrétiennes de jeunes* :

- l'**Union Chrétienne des Jeunes Gens** (1867) } courant
- l'**Union Chrétienne des Jeunes Filles** (1894) } protestant
- pour les jeunes Catholiques, **l'Action Catholique de la Jeunesse Française** (en 1886)

XX^{ème} siècle

1901 : Promulgation d'une LOI qui reconnaît officiellement le DROIT d'ASSOCIATION
--

Le début de ce siècle va être marqué par la création de nouvelles associations de jeunesse :

- 1907 : Naissance de l'*UFCV* (regroupement de collectivités organisatrices de vacances et de loisirs)

- le *Scoutisme* (inspiré par Baclen-Powel) va apparaître en France :
 - o en 1911 : les *Eclaireurs de France* (tendance laïque)
 - o en 1919 : les *Scouts de France* (tendance catholique)

- les *Mouvements Catholiques de Jeunes*, spécialisés par milieux :
 - o 1927 : la *JOC* (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) qui inventa une méthode d'action axée à partir du terrain et des problèmes de vie et en utilisant la méthode de « *VOIR – JUGER – AGIR* », *des enquêtes et témoignages*
 - o 1929 : la *JAC* (Jeunesse Agricole Chrétienne)
 - o 1930 : la *JEC* (Jeunesse Etudiante Chrétienne)

- dans la même période, de nouvelles structures apparaissent :
 - o les *Compagnons de l'Université Nouvelle* (1919) qui préconisent une école rénovée
 - o les *ciné-clubs*, en 1920, qui se constitueront en « Fédération des ciné-clubs » en 1929
 - o l'*UFCS* (Union Féminine Civique et Sociale) en 1925 : mouvement d'éducation civique et sociale.
 - o 1929 : création des premières *Auberges de Jeunesse* par *Marc Sangnier*
 - o 1931-1933 : lancement, au sein de la CGT, d'un organisme de formation et d'éducation ouvrière. Le *CCEO* (Centre Confédéral d'Education Ouvrière) qui organisera des cours oraux et par correspondance, des émissions à la TSF, des conférences pour les adultes, et qui se décentralisera au sein des Unions Départementales par les « *Collèges du Travail* » en 1936
 - o 1934 : la *FSGT* (Fédération Sportive et Gymnique du Travail)

- o 1936 : FRONT POPULAIRE, avec l'arrivée au gouvernement d'un homme qui va favoriser le développement de l'Education Populaire, *LEO LAGRANGE*, Sous-Secrétaire d'Etat aux loisirs et aux sports. La prise en compte du temps libre, avec la possibilité de pratiquer des activités de loisirs et de sports va devenir effective dans le milieu ouvrier. L'action de soutien de Léo LAGRANGE va permettre :
 - la création de terrains de sport, du brevet sportif populaire, du billet populaire de congés annuels,
 - le développement des auberges de jeunesse, des loisirs culturels, des clubs sportifs, des ciné-clubs, théâtres décentralisés, de maisons de culture sous des formes variées, etc...
Un soutien financier sera apporté aux associations.
- o 1937 : création des *CEMEA* (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Actives) dont l'objectif principal, à cette époque, était de former des moniteurs et cadres des colonies de vacances qui s'étaient développées. A noter que l'UFCV va également à partir de 1937 structurer et organiser cette formation.
- o 1940-1944 : Période de l'occupation allemande pendant la deuxième guerre mondiale
 - Le gouvernement de Vichy crée, après la débâcle de 1940, les **Chantiers de Jeunesse**, dont l'objectif est de reprendre en main, dans la zone « sud » de la France, une jeunesse désemparée avec des écoles de cadres pour « encadrer les jeunes » autour d'activités physiques, sportives, culturelles, dans un esprit communautaire. Certains partiront en Allemagne pour le service du travail obligatoire, et d'autres rejoindront au contraire le « maquis ».
 - Des responsables de mouvements de jeunesse se retrouvent et décident, eux aussi, d'encadrer la Jeunesse et créent toujours en zone « sud » les *Compagnons de France* qui mettront notamment en place des « Fondations » pour reclasser les jeunes et organiser « l'apprentissage ».
 - De jeunes cadres se regroupent dans un mouvement : *l'Uriage* pour former des hommes pour les années à venir et des combattants, dans l'immédiat, pour lutter contre l'occupant.
 - *Certains camps de prisonniers ont également été des lieux de développement culturel.* Des cours, conférences, cercles d'études, entre prisonniers, permirent de partager le savoir, à partir des richesses et des expériences humaines des uns et des autres.

- Signalons aussi la création, en 1942, de *l'Université Populaire de Marly le Roy*, à l'initiative de la JOC où sont organisés des cycles de formation et stages sur des sujets relatifs à la vie des travailleurs.
- o L'éducation populaire à la libération (1944 – 1945) et après 1945

Au niveau culturel l'Etat va intervenir

- réforme de l'enseignement pour plus de démocratisation (*Paul LANGEVIN*)
- *bibliothèques centrales de prêt* et *bibliobus* pour aider les « clubs de lecture »
- *CREPS* (Centres Régionaux d'Education Physique et Sportive) créés pour assurer : la Formation à toutes les disciplines sportives, et la formation des moniteurs et professeurs.
- 1945 : la « Direction de l'éducation populaire » avec *Jean GUEHENNO* aidera les associations d'éducation populaire en finançant les infrastructures pour les « *centres d'éducation populaire* »
- 1947 : création de la Direction Générale de la Jeunesse et des Sports (avec des inspecteurs départementaux et des conseillers techniques).

Aux militants d'éducation populaire entièrement bénévoles (caractéristique des étapes précédentes) s'ajoute un type nouveau de militants qui acceptent de se consacrer entièrement à la culture populaire.

Ce sont les premiers permanents d'un nouvel ordre d'enseignement, précurseurs de l'éducation permanente.

Au lendemain de la libération, les associations d'éducation populaire vont surgir dans tous les milieux et domaines de vie. Il n'est pas possible d'énumérer toutes ces nouvelles institutions et associations nationales. Citons-en quelques-unes au niveau national qui ont marqué cette époque :

- *Travail et Culture* (dès 1944) qui veut l'ART pour tous et créera des théâtres – clubs dans les usines, ciné-clubs, les centres d'initiation artistique, cinématographique, musical.
- *Tourisme et Travail* qui veut faire participer les masses au tourisme culturel en liaison avec les organisations ouvrières

- Les **Francs et Franches Camarades**, fédération nationale des patronages laïcs et des centres aérés, dont la création fut suscitée par la Ligue de l'Enseignement, les Eclaireurs de France et avec l'aide du SNI.
- **Peuple et Culture** (1945) Association Nationale créée par une équipe issue de la Résistance, qui s'est rendue célèbre par la mise au point d'une méthode originale dite « *d'entraînement mental* ». Avant de donner à l'esprit des connaissances, il faut développer ses facultés. Le développement préalable de l'activité mentale est la condition indispensable d'une vraie culture
- L'**ICO** (Institut de Culture Ouvrière) fondé en 1945, agréé par l'Education Nationale en 1950 va organiser des formations économiques, sociales, artistiques, scientifiques à destination des travailleurs. Il se veut être « une école de pensée et éducative au service du mouvement ouvrier ». Il est dirigé par un Conseil d'Administration où sont représentés la CFTC, le MPF, la JOC, la JOCF.
- L'**Union des Femmes Françaises** (1945) dans la mouvance du Parti Communiste Français et de la résistance regroupe des femmes et milite pour la défense de la famille en luttant pour des conditions de vie qui permettent l'épanouissement des familles, pour la défense de la démocratie et de la liberté.
- En 1945, mentionnons également l'institution des **Comités d'Entreprise** qui assurent la gestion des œuvres sociales par les militants élus de ces comités d'entreprise.
- La **Fédération des Foyers Ruraux** (1946) : les foyers ruraux sont des lieux de rencontres, d'échanges, et de réalisation sociales, culturelles, civiques, entre les différents partenaires de l'animation en milieu rural
- La **Fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture** (1948) regroupe la diversité de Maisons de jeunes et de Culture qui existaient « isolées » jusqu'alors et qui sont des lieux d'activités de loisirs, de culture, d'éducation à la responsabilité
- La **Fédération Nationale Léo Lagrange** (1951) : son intervention à l'origine dans le domaine des loisirs se situe dans une vision plus globale du temps libre, avec pour objectif l'apprentissage de la responsabilité.
- Le **Centre de Culture Ouvrière** (CCO) est issu, en 1950 –1951 de la disparition de l'ICO évoqué plus haut. La JOC souhaite voir se poursuivre ce genre d'activités et participe activement au démarrage du CCO. Celui-ci organisera de nombreuses activités de formation

de culture générale, de formation politique, économique, artistique, à partir des besoins des travailleurs recensés dans leur vie quotidienne et de militants. Il créera en province des centres locaux, instances de développement de l'animation culturelle

- Le **Mouvement de Libération Ouvrière** (MLO) en 1951 a comme objectif la promotion collective du monde du travail et met en place des équipes, sur le terrain, pour réaliser des actions d'information, de sensibilisation, de formation qu'il considère indispensables à l'action ouvrière dans son ensemble. Il consacre également une partie de ses efforts à consolider et élargir l'audience de sa branche familiale (les APF) qui prendront leur autonomie en 1954.

Les Equipements socio-culturels

- Les **Centres Sociaux** : lieux de rencontres et de réalisation visant à contribuer à travers les activités mises en place, à la promotion individuelle et collective des habitants d'un secteur géographique donné, et à la gestion des problèmes de la vie quotidienne.

Ceux-ci sont regroupés au sein de la *Fédération des Centres Sociaux et socio-culturels* de France, créée en 1922, mais dont l'essor se situera autour des années 1960.

- Les **Foyers de Jeunes Travailleurs** (FJT) créés suite à l'exode rural pour répondre au problème de logement des jeunes en villes puis de l'isolement des jeunes victimes de la précarité et de l'exclusion. A la fonction d'hébergement, les FJT vont ajouter un rôle socio-culturel à partir des besoins des jeunes. Ils se regrouperont au plan national au sein de l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs créé en 1955.

1961 : Promulgation d'une **LOI instituant le « CONGE CADRE JEUNESSE »** pour permettre aux militants des associations agréées de participer à des stages de formation avec instauration des bourses de promotion sociale

1970 : **Naissance de « CULTURE ET LIBERTE »** résultant de la fusion du CCO et du MLO (décrits plus hauts) ; Culture et Liberté veut « contribuer au développement culturel du Monde du Travail sous ses aspects : personnel, économique, social, scientifique, artistique, civique, etc... » L'association milite pour que les travailleurs et d'une manière plus générale les citoyens prennent conscience de la nécessité d'être responsables de leur vie.

1971 : Adoption de la **Loi relative à la Formation Professionnelle Continue** dans le cadre de l'Education Permanente

En matière de culture et de réalisations artistiques, nous avons évoqué des initiatives prises par certaines structures associatives, tout au long de l'histoire de l'éducation populaire.

Il est important de signaler, également quelques noms d'artistes qui ont eu le souci de l'éducation populaire :

- o *Jean VILAR* qui créa le **Festival d'Avignon** (et collabora à cette occasion avec les CEMEA) et ensuite le **TNP** (Théâtre National Populaire) où il n'hésita pas à implanter son chapiteau dans des quartiers ouvriers de la région parisienne.
- o *Francine COCKEMPOT* qui inventa des chansons « scouts » reprises ensuite par des dizaines de milliers de jeunes (ex. : « Colchiques dans les près »)
- o Des *troupes théâtrales* en province, soutenues par un public ouvrier (ex. : le Grenier à Toulouse, Jean Dasté à St Etienne)
- o Les *années « Chansons »* entre 1970 et 1980, où des chanteurs se produisaient dans « le circuit parallèle » constitué par les Equipements tels que les MJC, les FJT, les Foyers Ruraux, etc... Ce fut le cas de Bernard LAVILLIERS, Félix LECLERC, Maxime LE FORESTIER

La plupart des associations nationales évoquées dans la période suivant la « libération » ont été agréées d'Education Populaire par l'Etat.

Cependant, à ces structures agréées, il convient d'ajouter d'autres organisations et mouvements qui, tout en n'entrant pas dans la catégorie de ces agréments, ont effectué leur mission selon la conception de l'éducation populaire. Citons-en quelques-uns :

* *les ORGANISATIONS SYNDICALES*

Il a été signalé que la CGT avait créé en 1931 un organisme de formation et d'éducation ouvrière, le CCEO. Celui-ci reprendra vigueur après la période de guerre, en mettant surtout l'accent sur la formation des délégués aux Comités d'Entreprise.

De son côté, la CFTC intensifiera au lendemain de la « libération » son action culturelle de formation de militants par la création du centre de formation national de Bierville.

* *Le MOUVEMENT FAMILIAL DU MILIEU POPULAIRE*

Le Mouvement Familial Populaire a tenu à structurer ses propres organisations afin que la vie des familles du milieu populaire soient prises en compte dans les revendications auprès des pouvoirs publics, mais également à

travers les réalisations concrètes décidées en fonction des problèmes et demandes bien spécifiques.

Parmi tant d'autres, signalons quelques associations importantes : le **MPF** (Mouvement Populaire des Familles) en 1944 ; la **CNAFO** (Confédération Nationale des Associations Familiales Ouvrières) en 1946 ; la **CNAPF** (Confédération Nationale des Associations Populaires Familiales) en 1954 ; la **CSF** (Confédération Syndicale des Familles) en 1959 ; la **CSCV** (Confédération Syndicale du Cadre de Vie) en 1976

Depuis une vingtaine d'années, il y a eu *explosion de la vie associative* :

- *Associations caritatives et de lutte contre l'exclusion et la précarité* :
 - * Secours Catholique, Secours Populaire, Restaurants du Cœur
 - * Associations d'Insertion, Centres d'Hébergement
 - * Régies de quartiers
- *Centres et organismes de formation à statut associatif et employant une pédagogie issue de l'éducation populaire*
- *Associations liées à des problèmes de santé, de lutte contre les toxicomanies*
- *Associations créées à la suite de problèmes de nuisances environnementales, ou de proximité pour l'accompagnement de catégories de personnes en difficultés,*
- *Associations de partage réciproque des savoir et savoir-faire*
- *Plus récemment, face aux questions et problèmes soulevés par la mondialisation, l'association ATTAC*

Certaines d'entr'elles n'ont-elles pas aussi, de par leur état d'esprit, leur fonctionnement, le public touché, le droit à se revendiquer de l'éducation populaire ?

II. Quelques commentaires après l'énumération de l'histoire de l'éducation populaire

- 1- Les personnages, organisations, structures, associations évoqués dans cet historique, et se réclamant du courant de l'éducation populaire, présentaient une grande diversité dans leur nature, leurs objectifs, leurs réalisations. Ils n'accordaient *pas la même signification à la formulation « Education Populaire »* ;

Au 19^{ème} siècle, la préoccupation de beaucoup d'organisations et de précurseurs était surtout de *lutter pour que le peuple puisse accéder au « SAVOIR », aux connaissances, au Patrimoine culturel existant, domaines réservés à cette époque à certaines classes sociales privilégiées.* Cet état d'esprit à d'ailleurs subsisté au 20^{ème} siècle car on a souvent entendu des organisations représentatives du milieu ouvrier revendiquer une plus grande égalité des chances pour l'accès aux études et à la culture du milieu populaire.

Certains complétaient ce souhait par la volonté de *voir le peuple participer activement à des activités artistiques, culturelles, sportives, de loisirs, en plus grand nombre,*

pour favoriser son épanouissement. Ils réclamaient alors des moyens humains, financiers, pour y parvenir.

Pour d'autres, l'Éducation Populaire consistait à permettre au peuple, en plus de pouvoir accéder aux connaissances, d'avoir également la possibilité de VALORISER ses propres capacités et compétences, ses SAVOIR – FAIRE (notamment manuels). C'était demander la reconnaissance officielle d'un Patrimoine Culturel populaire, afin qu'il puisse être encouragé, développé, et géré par des acteurs du milieu populaire et être intégré dans le patrimoine existant. Pour eux, il ne s'agissait pas seulement de faire quelque chose pour le peuple, mais de le faire PAR et AVEC lui.

- 2- Quand on parle d'Éducation Populaire, on a souvent tendance à ne penser qu'à la notion d'organisation, d'association agréée au titre de l'Éducation Populaire, ou aux Mouvements, personnages, qui ont exercé un rôle important dans la mise en route du courant de l'Éducation Populaire.

On peut en parler également d'une autre façon, en définissant l'Éducation Populaire comme une DEMARCHE (manière d'observer, de penser, d'analyser, d'apprendre, de réaliser), la démarche de l'Éducation Populaire.

Citons deux exemples de démarches qui ont marqué le monde associatif :

- Celle de la JOC qui, dès son origine, inventa la méthode « VOIR – JUGER – AGIR » reprise ensuite par beaucoup d'associations d'adultes sous le vocable « REGARDER – REFLECHIR- AGIR », pour devenir une démarche appelant à aborder une question, un problème, en utilisant trois phases de progression intellectuelle différente
- Celle de « PEUPLE ET CULTURE » avec sa célèbre Méthode de « L'ENTRAINEMENT MENTAL » (évoquée précédemment dans l'Histoire) devenue une démarche étudiée et pratiquée actuellement dans de nombreuses associations ou institutions officielles.

Puisque nous sommes aujourd'hui en journée d'étude de Culture et Liberté, remémorons-nous ce que Culture et Liberté affirmait il y a quelques années dans un document officiel :

Parmi les objectifs, citons :

- o « Permettre aux travailleurs de s'organiser, de se donner les moyens d'acquérir et de développer leurs connaissances et leurs aptitudes, dans leur propre langue, dans ce qui fait leur vie »

- o « Donner aux travailleurs les moyens de prendre eux-mêmes en charge leur éducation, leur formation, et d'une manière générale, leur existence dans tous les domaines ».

A propos des réalisations Culture et Liberté, il était écrit :

« Les expériences et réalisations de l'association prouvent qu'il existe une démarche qui, par sa finalité, ses voies, ses moyens, permet une véritable promotion personnelle et collective des travailleurs et de leurs familles.

Les spécialistes dont l'apport est nécessaire ne peuvent réellement favoriser le développement culturel du milieu populaire, que s'ils se situent au service de cette démarche ».

« Elles démontrent qu'il existe, contrairement aux affirmations générales, une culture populaire, originale, inhérente au mode de vie des travailleurs. Cette culture reconnue, développée, fait partie du patrimoine universel ».

- 3- Pour concrétiser cette notion de « DEMARCHE D'EDUCATION POPULAIRE », citons parmi tant d'autres très nombreuses, deux situations concrètes vécues dans notre région :

Dans un mouvement familial (les APF : Associations Populaires Familiales devenues CSCV par la suite)

Autour des années 1960, l'APF de Noeux les Mines, après avoir recensé des besoins et des demandes des familles, met en place un SERVICE de roulement de machines à tricoter. Une dizaine de machines sont mises à la disposition d'utilisateurs, moyennant un droit de participation. La ville de Noeux les Mines est répartie en secteurs géographiques, correspondant aux diverses cités et corons existants. Chaque secteur est placé, sous la responsabilité d'une militante qui est chargée d'organiser chaque semaine le tour de roulement entre les familles, de procéder à l'encaissement, d'expliquer le fonctionnement des machines, et de veiller au bon déroulement du service. Des rencontres des divers responsables ont lieu régulièrement pour faire le point sur l'activité, sur l'entretien du matériel (effectué par ailleurs par un adhérent) et pour recueillir les observations des utilisateurs. C'est ainsi qu'à la suite de ces rencontres, de nouveaux besoins apparaissent. Certaines personnes utilisatrices souhaitent se perfectionner en travaux de tricot, et même veulent progresser en effectuant de la couture et de la coupe. A la suite de cette demande, l'APF va démarrer un nouveau service : un atelier de coupe et couture, animé par une militante ayant des compétences dans ce domaine. Dans le même temps, les usagers des « machines à tricoter » sont sensibilisés aux autres activités de l'APF et certains deviendront à leur tour militants. Tous ces services sont gérés par les militants et adhérents de l'APF sur les plans organisationnel, pédagogique, administratif, financier et technique.

Un événement dans le combat ouvrier en 1976 : la CIP à Haisnes les la Bassée

La CIP, usine de confection, décide en 1976 d'arrêter son activité et licencie la totalité de son personnel. Les travailleuses, nombreuses à être syndiquées, contestent cette décision et décident d'occuper jour et nuit, leur usine, tout en continuant à produire certains vêtements et à les vendre elles-mêmes.

A la suite d'échanges entre ouvrières, au cours d'assemblées générales, elles décident de mettre ce temps d'occupation à profit pour se « FORMER ». Dans cet objectif, elles font appel au CREFO, Centre de Formation associatif constitué par 3 associations d'éducation populaire (Culture et Liberté ; Léo Lagrange ; Peuple et Culture et une organisation syndicale : la CFDT). 5 cycles de formation seront organisés à l'intérieur de l'usine et suivis par l'ensemble du personnel réparti, au choix dans ces 5 formations.

Au cours de l'occupation de l'usine, et suite à un cycle d'expression écrite et orale, des ouvrières par l'intermédiaire du CREFO, contactent Culture et Liberté et décident de mettre en spectacle, sous forme théâtrale, leur lutte.

A cet effet, il est fait appel à une troupe « le théâtre du Levant » qui collabore régulièrement avec Culture et Liberté, pour le scénario et la mise en scène. Lorsque le spectacle est au point, celui-ci est alors présenté dans diverses salles, bien garnies, d'équipements socio-culturels du secteur minier. A chaque représentation alors que certaines ouvrières sont actrices, d'autres tiennent des stands et écoulent leur production de vêtements, sensibilisant ainsi, sous des formes variées, leur combat auprès de l'opinion publique, avant que finalement, un autre employeur relance l'usine, dans une autre activité et avec un effectif de salariés plus réduit.

Evaluation :

Ces deux exemples se situent bien dans une démarche d'éducation populaire parce qu'ils en présentent les principales caractéristiques :

- les deux actions ont été décidées à partir des besoins, des attentes, des demandes, des intéressés et de l'actualité, d'un problème de vie dans le deuxième exemple.
- Il y a eu :
 - * Prise en compte et valorisation des savoir-faire et des compétences des personnes dans les groupes à des moments précis
 - * Promotion personnelle par l'acquisition de nouvelles connaissances, mais se situant dans un cadre de promotion collective par l'apprentissage et la réalisation de l'organisation et de la gestion des situations, ensemble.
- Dans des vies d'équipe intense, les valeurs de partage, de solidarité, favorisant la prise de responsabilité, ont été une préoccupation constante des acteurs.

- Les actions décidées et réalisées ont toujours été gérées et contrôlées par leurs promoteurs appartenant au milieu populaire, même lors d'interventions, comme dans le deuxième exemple, de partenaires différents ou de spécialistes. Ceux-ci se sont toujours situés au service de la démarche et du projet décidés.
- Les militants présents dans ces actions ont recherché à l'occasion de rencontres collectives à faire prendre conscience des problèmes sociaux inhérents aux situations vécues.

Michel RIEZ
Mai 2000

Histoire de l'Education Populaire

I. Quelques dates, événements, initiatives, créations, ayant marqué l'Histoire de l'Education Populaire

Il n'est pas possible de mentionner, ici, toutes les initiatives qui ont eu lieu, en matière d'éducation populaire, tant elles furent nombreuses. Je n'évoquerai qu'un certain nombre d'événements communautaires, d'institutions et structures associatives, nationales, ainsi que quelques personnages qui ont attaché leur nom à cette histoire.

La plupart de ceux et celles qui ont écrit l'Histoire de l'Education Populaire font partir celle-ci de la période de la «Révolution Française» de 1789, parce que cette époque posera, pour la première fois, les problèmes culturels en terme de «*masse*», concernant le peuple dans son ensemble.

Un précurseur : *CONDORCET*, Député à la Convention, qui présente en 1792 un rapport sur «**l'organisation générale de l'Instruction Publique**» dans lequel il parle d'une instruction pour l'ensemble du peuple, y compris pour les adultes.

Le début de ce siècle est marqué par la *misère* qui écrase le peuple (conditions de vie difficiles : salaires de misère, logements insalubres, travail pénible, durée de la journée de travail très longue, enfants placés au travail dès leur jeune âge, pas de régime de prévoyance sociale). Avec une telle situation de vie, il ne reste pas beaucoup de temps ni de moyens pour penser à se cultiver.

Cependant, à force d'être exploité et humilié, le peuple va commencer à réagir par des soulèvements, émeutes, grèves, révolution.

Très vite, en même temps qu'il réclame des améliorations de ses conditions de vie matérielle, il va manifester le désir de pouvoir se cultiver.

A cette époque, le souci primordial de tous ceux qui revendiquent ce droit culturel est de permettre au peuple de pouvoir accéder à une instruction gratuite, obligatoire et laïque.

Quelques dates et quelques organisations qui vont exercer un rôle dans la prise de conscience du besoin culturel du peuple :

- 1835 : ***l'association polytechnique***
dans la même période : ***association philotechnique***
- 1849 : ***Institut Populaire de Paris***

(Ces 3 institutions vont organiser des cours d'enseignement, des conférences, des cours du soir publics et gratuits, pour les ouvriers).

- 1860 : succès des *cours du soir* et ouverture des *bibliothèques populaires*
- 1866 : création par Jean MACE de la ***Ligue Française de l'Enseignement*** qui, après avoir agi sous forme pétitionnaire pour *demander l'instruction obligatoire et gratuite*, se donnera comme objectif d'organiser l'action éducative et civique autour et en dehors du système scolaire. C'est à partir d'elle que se créeront par la suite, les Fédérations Départementales des œuvres laïques – les F.O.L. et des organismes spécialisés.
- Dans le même temps, vont se développer des *initiatives* qui ont comme objectifs de faire face aux conditions de vie des ouvriers. Des outils institutionnels vont se créer. Ils présenteront la particularité, à l'époque, d'être *pensés, organisés, et gérés par les travailleurs eux-mêmes*. On peut citer :
 - o Le ***compagnonnage*** (groupements d'ouvriers d'un même corps de métier hérités du Moyen Age)
 - o Les ***sociétés de Secours Mutuels*** pour l'entraide face à la maladie, aux accidents, etc...
 - o Les ***caisses de résistance***, pour soutenir financièrement en cas de grève.

- o La **presse ouvrière**, créée et gérée par des ouvriers (ex. : le Journal l'ATELIER en 1841)
- 1867 – 1868 : les **chambres syndicales** qui, en plus de leur rôle de représentativité, vont contribuer au développement de l'Education des Adultes
- 1871 : La « **Commune de Paris** » qui aura le souci, au milieu des émeutes et des combats, d'assurer la promotion individuelle, culturelle et collective des militants ouvriers.

1881 – 1882 : Lois Scolaires de *Jules FERRY*, instituant l'Enseignement Public, obligatoire et gratuit.

1884 : Loi autorisant la création de SYNDICATS

- 1887 : Les **Bourses du Travail**, inspirées par **Fernand PELLOUTIER**, qui voit dans ces lieux, des moyens d'échanger sur les problèmes d'emploi, mais également sur des questions de formation et d'éducation.

Fin du XIX^{ème} siècle et début du XX^{ème} siècle

Cette période sera significative, dans l'histoire de l'éducation populaire, par la rencontre entre le peuple et les intellectuels, autour d'activités, nombreuses et diversifiées, d'enseignement, à caractère culturel, civique, social.

Signalons 3 expériences intéressantes :

- les **Universités Populaires**, créées en 1898, souvent animées par des intellectuels et fréquentées par le milieu populaire. Parmi les objectifs de ces intellectuels, figurait la volonté de développer la connaissance scientifique et la raison pour lutter contre les préjugés.
- « **le Sillon** » (1894 – 1910) fondé par le jeune bourgeois catholique *Marc SANGNIER*. Ce mouvement fut rendu célèbre par ses *cercles d'études* catholiques d'ouvriers, où avaient lieu des conférences, débats, exercices de lectures, études de questions sociales,

Ces activités trouvaient leur originalité dans une pédagogie innovante qui considérait les participants comme des interlocuteurs. Peu à peu, ce sont les ouvriers qui finiront par animer certains cercles d'études.

- Les **équipes sociales** fondées en 1919 par *Garrie*, qui se veulent être des lieux de rencontre des deux milieux en vue d'un « développement et de la culture de tout l'être ».

Il faut aussi souligner l'effort considérable de *certain instituteurs* qui organisaient des cours du soir pour adultes.

A la fin du 19^{ème} siècle, apparaissent des *associations chrétiennes de jeunes* :

- l'**Union Chrétienne des Jeunes Gens** (1867) } courant
- l'**Union Chrétienne des Jeunes Filles** (1894) } protestant
- pour les jeunes Catholiques, **l'Action Catholique de la Jeunesse Française** (en 1886)

XX^{ème} siècle

1901 : Promulgation d'une LOI qui reconnaît officiellement le DROIT d'ASSOCIATION

Le début de ce siècle va être marqué par la création de nouvelles associations de jeunesse :

- 1907 : Naissance de l'**UFCV** (regroupement de collectivités organisatrices de vacances et de loisirs)
- le **Scoutisme** (inspiré par Baclen-Powel) va apparaître en France :
 - o en 1911 : les **Eclaireurs de France** (tendance laïque)
 - o en 1919 : les **Scouts de France** (tendance catholique)
- les **Mouvements Catholiques de Jeunes**, spécialisés par milieux :
 - o 1927 : la **JOC** (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) qui inventa une méthode d'action axée à partir du terrain et des problèmes de vie et en utilisant la méthode de « **VOIR – JUGER – AGIR** », *des enquêtes et témoignages*
 - o 1929 : la **JAC** (Jeunesse Agricole Chrétienne)
 - o 1930 : la **JEC** (Jeunesse Etudiante Chrétienne)
- dans la même période, de nouvelles structures apparaissent :

- o les *Compagnons de l'Université Nouvelle* (1919) qui préconisent une école rénovée
- o les *ciné-clubs*, en 1920, qui se constitueront en « Fédération des ciné-clubs » en 1929
- o l'*UFCS* (Union Féminine Civique et Sociale) en 1925 : mouvement d'éducation civique et sociale.
- o 1929 : création des premières *Auberges de Jeunesse* par *Marc Sangnier*
- o 1931-1933 : lancement, au sein de la CGT, d'un organisme de formation et d'éducation ouvrière. Le *CCEO* (Centre Confédéral d'Education Ouvrière) qui organisera des cours oraux et par correspondance, des émissions à la TSF, des conférences pour les adultes, et qui se décentralisera au sein des Unions Départementales par les « *Collèges du Travail* » en 1936
- o 1934 : la *FSGT* (Fédération Sportive et Gymnique du Travail)
- o 1936 : FRONT POPULAIRE, avec l'arrivée au gouvernement d'un homme qui va favoriser le développement de l'Education Populaire, *LEO LAGRANGE*, Sous-Secrétaire d'Etat aux loisirs et aux sports. La prise en compte du temps libre, avec la possibilité de pratiquer des activités de loisirs et de sports va devenir effective dans le milieu ouvrier. L'action de soutien de Léo LAGRANGE va permettre :
 - la création de terrains de sport, du brevet sportif populaire, du billet populaire de congés annuels,
 - le développement des auberges de jeunesse, des loisirs culturels, des clubs sportifs, des ciné-clubs, théâtres décentralisés, de maisons de culture sous des formes variées, etc...
Un soutien financier sera apporté aux associations.
- o 1937 : création des *CEMEA* (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Actives) dont l'objectif principal, à cette époque, était de former des moniteurs et cadres des colonies de vacances qui s'étaient développées. A noter que l'UFCV va également à partir de 1937 structurer et organiser cette formation.
- o 1940-1944 : Période de l'occupation allemande pendant la deuxième guerre mondiale

- Le gouvernement de Vichy crée, après la débâcle de 1940, les **Chantiers de Jeunesse**, dont l'objectif est de reprendre en main, dans la zone « sud » de la France, une jeunesse désespérée avec des écoles de cadres pour « encadrer les jeunes » autour d'activités physiques, sportives, culturelles, dans un esprit communautaire. Certains partiront en Allemagne pour le service du travail obligatoire, et d'autres rejoindront au contraire le « maquis ».
- Des responsables de mouvements de jeunesse se retrouvent et décident, eux aussi, d'encadrer la Jeunesse et créent toujours en zone « sud » les **Compagnons de France** qui mettront notamment en place des « Fondations » pour reclasser les jeunes et organiser « l'apprentissage ».
- De jeunes cadres se regroupent dans un mouvement : **l'Uriage** pour former des hommes pour les années à venir et des combattants, dans l'immédiat, pour lutter contre l'occupant.
- *Certains camps de prisonniers ont également été des lieux de développement culturel.* Des cours, conférences, cercles d'études, entre prisonniers, permirent de partager le savoir, à partir des richesses et des expériences humaines des uns et des autres.
- Signalons aussi la création, en 1942, de **l'Université Populaire de Marly le Roy**, à l'initiative de la JOC où sont organisés des cycles de formation et stages sur des sujets relatifs à la vie des travailleurs.

o L'éducation populaire à la libération (1944 – 1945) et après 1945

Au niveau culturel l'Etat va intervenir

- réforme de l'enseignement pour plus de démocratisation (*Paul LANGEVIN*)
- **bibliothèques centrales de prêt** et **bibliobus** pour aider les « clubs de lecture »
- **CREPS** (Centres Régionaux d'Education Physique et Sportive) créés pour assurer : la Formation à toutes les disciplines sportives, et la formation des moniteurs et professeurs.
- 1945 : la « Direction de l'éducation populaire » avec *Jean GUEHENNO* aidera les associations d'éducation populaire en finançant les infrastructures pour les « **centres d'éducation populaire** »

- 1947 : création de la Direction Générale de la Jeunesse et des Sports (avec des inspecteurs départementaux et des conseillers techniques).

Aux militants d'éducation populaire entièrement bénévoles (caractéristique des étapes précédentes) s'ajoute un type nouveau de militants qui acceptent de se consacrer entièrement à la culture populaire.

Ce sont les premiers permanents d'un nouvel ordre d'enseignement, précurseurs de l'éducation permanente.

Au lendemain de la libération, les associations d'éducation populaire vont surgir dans tous les milieux et domaines de vie. Il n'est pas possible d'énumérer toutes ces nouvelles institutions et associations nationales. Citons-en quelques-unes au niveau national qui ont marqué cette époque :

- **Travail et Culture** (dès 1944) qui veut l'ART pour tous et créera des théâtres – clubs dans les usines, ciné-clubs, les centres d'initiation artistique, cinématographique, musical.
- **Tourisme et Travail** qui veut faire participer les masses au tourisme culturel en liaison avec les organisations ouvrières
- Les **Francs et Franches Camarades**, fédération nationale des patronages laïcs et des centres aérés, dont la création fut suscitée par la Ligue de l'Enseignement, les Eclaireurs de France et avec l'aide du SNI.
- **Peuple et Culture** (1945) Association Nationale créée par une équipe issue de la Résistance, qui s'est rendue célèbre par la mise au point d'une méthode originale dite « *d'entraînement mental* ». Avant de donner à l'esprit des connaissances, il faut développer ses facultés. Le développement préalable de l'activité mentale est la condition indispensable d'une vraie culture
- L'**ICO** (Institut de Culture Ouvrière) fondé en 1945, agréé par l'Education Nationale en 1950 va organiser des formations économiques, sociales, artistiques, scientifiques à destination des travailleurs. Il se veut être « une école de pensée et éducative au service du mouvement ouvrier ». Il est dirigé par un Conseil d'Administration où sont représentés la CFTC, le MPF, la JOC, la JOCF.
- L'**Union des Femmes Françaises** (1945) dans la mouvance du Parti Communiste Français et de la résistance regroupe des femmes et milite pour la défense de la famille en luttant pour des conditions

de vie qui permettent l'épanouissement des familles, pour la défense de la démocratie et de la liberté.

- En 1945, mentionnons également l'institution des **Comités d'Entreprise** qui assurent la gestion des œuvres sociales par les militants élus de ces comités d'entreprise.
- La **Fédération des Foyers Ruraux** (1946) : les foyers ruraux sont des lieux de rencontres, d'échanges, et de réalisation sociales, culturelles, civiques, entre les différents partenaires de l'animation en milieu rural
- La **Fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture** (1948) regroupe la diversité de Maisons de jeunes et de Culture qui existaient « isolées » jusqu'alors et qui sont des lieux d'activités de loisirs, de culture, d'éducation à la responsabilité
- La **Fédération Nationale Léo Lagrange** (1951) : son intervention à l'origine dans le domaine des loisirs se situe dans une vision plus globale du temps libre, avec pour objectif l'apprentissage de la responsabilité.
- Le **Centre de Culture Ouvrière** (CCO) est issu, en 1950 –1951 de la disparition de l'ICO évoqué plus haut. La JOC souhaite voir se poursuivre ce genre d'activités et participe activement au démarrage du CCO. Celui-ci organisera de nombreuses activités de formation de culture générale, de formation politique, économique, artistique, à partir des besoins des travailleurs recensés dans leur vie quotidienne et de militants. Il créera en province des centres locaux, instances de développement de l'animation culturelle
- Le **Mouvement de Libération Ouvrière** (MLO) en 1951 a comme objectif la promotion collective du monde du travail et met en place des équipes, sur le terrain, pour réaliser des actions d'information, de sensibilisation, de formation qu'il considère indispensables à l'action ouvrière dans son ensemble. Il consacre également une partie de ses efforts à consolider et élargir l'audience de sa branche familiale (les APF) qui prendront leur autonomie en 1954.

Les Equipements socio-culturels

- Les **Centres Sociaux** : lieux de rencontres et de réalisation visant à contribuer à travers les activités mises en place, à la promotion individuelle et collective des habitants d'un secteur géographique donné, et à la gestion des problèmes de la vie quotidienne.

Ceux-ci sont regroupés au sein de la *Fédération des Centres Sociaux et socio-culturels* de France, créée en 1922, mais dont l'essor se situera autour des années 1960.

- Les **Foyers de Jeunes Travailleurs** (FJT) créés suite à l'exode rural pour répondre au problème de logement des jeunes en villes puis de l'isolement des jeunes victimes de la précarité et de l'exclusion. A la fonction d'hébergement, les FJT vont ajouter un rôle socio-culturel à partir des besoins des jeunes. Ils se regrouperont au plan national au sein de l'Union des Foyers de Jeunes Travailleurs créé en 1955.

1961 : Promulgation d'une **LOI instituant le « CONGE CADRE JEUNESSE »** pour permettre aux militants des associations agréées de participer à des stages de formation avec instauration des bourses de promotion sociale

1970 : **Naissance de « CULTURE ET LIBERTE »** résultant de la fusion du CCO et du MLO (décrits plus hauts) ; Culture et Liberté veut « contribuer au développement culturel du Monde du Travail sous ses aspects : personnel, économique, social, scientifique, artistique, civique, etc... » L'association milite pour que les travailleurs et d'une manière plus générale les citoyens prennent conscience de la nécessité d'être responsables de leur vie.

1971 : Adoption de la **Loi relative à la Formation Professionnelle Continue dans le cadre de l'Education Permanente**

En matière de culture et de réalisations artistiques, nous avons évoqué des initiatives prises par certaines structures associatives, tout au long de l'histoire de l'éducation populaire. Il est important de signaler, également quelques noms d'artistes qui ont eu le souci de l'éducation populaire :

- o *Jean VILAR* qui créa le **Festival d'Avignon** (et collabora à cette occasion avec les CEMEA) et ensuite le **TNP** (Théâtre National Populaire) où il n'hésita pas à implanter son chapiteau dans des quartiers ouvriers de la région parisienne.
- o *Francine COCKEMPOT* qui inventa des chansons « scoutées » reprises ensuite par des dizaines de milliers de jeunes (ex. : « Colchiques dans les près »)
- o Des *troupes théâtrales* en province, soutenues par un public ouvrier (ex. : le Grenier à Toulouse, Jean Dasté à St Etienne)

- o Les *années « Chansons »* entre 1970 et 1980, où des chanteurs se produisaient dans « le circuit parallèle » constitué par les Equipements tels que les MJC, les FJT, les Foyers Ruraux, etc... Ce fut le cas de Bernard LAVILLIERS, Félix LECLERC, Maxime LE FORESTIER

La plupart des associations nationales évoquées dans la période suivant la « libération » ont été agréées d'Education Populaire par l'Etat.

Cependant, à ces structures agréées, il convient d'ajouter d'autres organisations et mouvements qui, tout en n'entrant pas dans la catégorie de ces agréments, ont effectué leur mission selon la conception de l'éducation populaire. Citons-en quelques-uns :

* *les ORGANISATIONS SYNDICALES*

Il a été signalé que la CGT avait créé en 1931 un organisme de formation et d'éducation ouvrière, le CCEO. Celui-ci reprendra vigueur après la période de guerre, en mettant surtout l'accent sur la formation des délégués aux Comités d'Entreprise.

De son côté, la CFTC intensifiera au lendemain de la « libération » son action culturelle de formation de militants par la création du centre de formation national de Bierville.

* *Le MOUVEMENT FAMILIAL DU MILIEU POPULAIRE*

Le Mouvement Familial Populaire a tenu à structurer ses propres organisations afin que la vie des familles du milieu populaire soient prises en compte dans les revendications auprès des pouvoirs publics, mais également à travers les réalisations concrètes décidées en fonction des problèmes et demandes bien spécifiques.

Parmi tant d'autres, signalons quelques associations importantes : le **MPF** (Mouvement Populaire des Familles) en 1944 ; la **CNAFO** (Confédération Nationale des Associations Familiales Ouvrières) en 1946 ; la **CNAPF** (Confédération Nationale des Associations Populaires Familiales) en 1954 ; la **CSF** (Confédération Syndicale des Familles) en 1959 ; la **CSCV** (Confédération Syndicale du Cadre de Vie) en 1976

Depuis une vingtaine d'années, il y a eu *explosion de la vie associative* :

- *Associations caritatives et de lutte contre l'exclusion et la précarité* :

- * Secours Catholique, Secours Populaire, Restaurants du Cœur
- * Associations d'Insertion, Centres d'Hébergement
- * Régies de quartiers

- Centres et organismes de formation à statut associatif et employant une pédagogie issue de l'éducation populaire
- Associations liées à des problèmes de santé, de lutte contre les toxicomanies
- Associations créées à la suite de problèmes de nuisances environnementales, ou de proximité pour l'accompagnement de catégories de personnes en difficultés,
- Associations de partage réciproque des savoir et savoir-faire
- Plus récemment, face aux questions et problèmes soulevés par la mondialisation, l'association ATTAC

Certaines d'entr'elles n'ont-elles pas aussi, de par leur état d'esprit, leur fonctionnement, le public touché, le droit à se revendiquer de l'éducation populaire ?

II. Quelques commentaires après l'énumération de l'histoire de l'éducation populaire

- 4- Les personnages, organisations, structures, associations évoqués dans cet historique, et se réclamant du courant de l'éducation populaire, présentaient une grande diversité dans leur nature, leurs objectifs, leurs réalisations. Ils n'accordaient *pas la même signification à la formulation « Education Populaire »* ;

Au 19^{ème} siècle, la préoccupation de beaucoup d'organisations et de précurseurs était surtout de *lutter pour que le peuple puisse accéder au « SAVOIR », aux connaissances, au Patrimoine culturel existant, domaines réservés à cette époque à certaines classes sociales privilégiées.* Cet état d'esprit à d'ailleurs subsisté au 20^{ème} siècle car on a souvent entendu des organisations représentatives du milieu ouvrier revendiquer une plus grande égalité des chances pour l'accès aux études et à la culture du milieu populaire.

Certains complétaient ce souhait par la volonté de *voir le peuple participer activement à des activités artistiques, culturelles, sportives, de loisirs, en plus grand nombre, pour favoriser son épanouissement.* Ils réclamaient alors des moyens humains, financiers, pour y parvenir.

Pour d'autres, l'Education Populaire consistait à *permettre au peuple, en plus de pouvoir accéder aux connaissances, d'avoir également la possibilité de VALORISER ses propres capacités et compétences, ses SAVOIR – FAIRE (notamment manuels).* C'était demander la reconnaissance officielle d'un Patrimoine Culturel populaire, afin qu'il puisse être encouragé, développé, et géré par des acteurs du milieu populaire et être intégré dans le patrimoine existant. Pour eux, il ne s'agissait *pas seulement de faire quelque chose pour le peuple, mais de le faire PAR et AVEC lui.*

- 5- Quand on parle d'Education Populaire, on a souvent tendance à ne penser qu'à la notion d'organisation, d'association agréée au titre de l'Education Populaire, ou aux

Mouvements, personnages, qui ont exercé un rôle important dans la mise en route du courant de l'Education Populaire.

On peut en parler également d'une autre façon, en définissant *l'Education Populaire* comme une DEMARCHE (manière d'observer, de penser, d'analyser, d'apprendre, de réaliser), la démarche de l'Education Populaire.

Citons deux exemples de démarches qui ont marqué le monde associatif :

- Celle de la JOC qui, dès son origine, inventa la méthode « VOIR – JUGER – AGIR » reprise ensuite par beaucoup d'associations d'adultes sous le vocable « REGARDER – REFLECHIR- AGIR », pour devenir une démarche appelant à aborder une question, un problème, en utilisant trois phases de progression intellectuelle différente
- Celle de « PEUPLE ET CULTURE » avec sa célèbre Méthode de « L'ENTRAINEMENT MENTAL » (évoquée précédemment dans l'Historique) devenue une démarche étudiée et pratiquée actuellement dans de nombreuses associations ou institutions officielles.

Puisque nous sommes aujourd'hui en journée d'étude de Culture et Liberté, remémorons-nous ce que Culture et Liberté affirmait il y a quelques années dans un document officiel :

Parmi les objectifs, citons :

- o « Permettre aux travailleurs de s'organiser, de se donner les moyens d'acquérir et de développer leurs connaissances et leurs aptitudes, dans leur propre langue, dans ce qui fait leur vie »
- o « Donner aux travailleurs les moyens de prendre eux-mêmes en charge leur éducation, leur formation, et d'une manière générale, leur existence dans tous les domaines ».

A propos des réalisations Culture et Liberté, il était écrit :

« Les expériences et réalisations de l'association prouvent qu'il existe une démarche qui, par sa finalité, ses voies, ses moyens, permet une véritable promotion personnelle et collective des travailleurs et de leurs familles.

Les spécialistes dont l'apport est nécessaire ne peuvent réellement favoriser le développement culturel du milieu populaire, que s'ils se situent au service de cette démarche ».

« Elles démontrent qu'il existe, contrairement aux affirmations générales, une culture populaire, originale, inhérente au mode de vie des travailleurs. Cette culture reconnue, développée, fait partie du patrimoine universel ».

- 6- Pour concrétiser cette notion de « DEMARCHE D'EDUCATION POPULAIRE », citons parmi tant d'autres très nombreuses, deux situations concrètes vécues dans notre région :

Dans un mouvement familial (les APF : Associations Populaires Familiales devenues CSCV par la suite)

Autour des années 1960, l'APF de Noeux les Mines, après avoir recensé des besoins et des demandes des familles, met en place un SERVICE de roulement de machines à tricoter. Une dizaine de machines sont mises à la disposition d'utilisateurs, moyennant un droit de participation. La ville de Noeux les Mines est répartie en secteurs géographiques, correspondant aux diverses cités et corons existants. Chaque secteur est placé, sous la responsabilité d'une militante qui est chargée d'organiser chaque semaine le tour de roulement entre les familles, de procéder à l'encaissement, d'expliquer le fonctionnement des machines, et de veiller au bon déroulement du service. Des rencontres des divers responsables ont lieu régulièrement pour faire le point sur l'activité, sur l'entretien du matériel (effectué par ailleurs par un adhérent) et pour recueillir les observations des utilisateurs. C'est ainsi qu'à la suite de ces rencontres, de nouveaux besoins apparaissent. Certaines personnes utilisatrices souhaitent se perfectionner en travaux de tricot, et même veulent progresser en effectuant de la couture et de la coupe. A la suite de cette demande, l'APF va démarrer un nouveau service : un atelier de coupe et couture, animé par une militante ayant des compétences dans ce domaine. Dans le même temps, les usagers des « machines à tricoter » sont sensibilisés aux autres activités de l'APF et certains deviendront à leur tour militants. Tous ces services sont gérés par les militants et adhérents de l'APF sur les plans organisationnel, pédagogique, administratif, financier et technique.

Un événement dans le combat ouvrier en 1976 : la CIP à Haisnes les la Bassée

La CIP, usine de confection, décide en 1976 d'arrêter son activité et licencie la totalité de son personnel. Les travailleuses, nombreuses à être syndiquées, contestent cette décision et décident d'occuper jour et nuit, leur usine, tout en continuant à produire certains vêtements et à les vendre elles-mêmes.

A la suite d'échanges entre ouvrières, au cours d'assemblées générales, elles décident de mettre ce temps d'occupation à profit pour se « FORMER ». Dans cet objectif, elles font appel au CREFO, Centre de Formation associatif constitué par 3 associations d'éducation populaire (Culture et Liberté ; Léo Lagrange ; Peuple et Culture et une organisation syndicale : la CFDT). 5 cycles de formation seront organisés à l'intérieur de l'usine et suivis par l'ensemble du personnel réparti, au choix dans ces 5 formations.

Au cours de l'occupation de l'usine, et suite à un cycle d'expression écrite et orale, des ouvrières par l'intermédiaire du CREFO, contactent Culture et Liberté et décident de mettre en spectacle, sous forme théâtrale, leur lutte.

A cet effet, il est fait appel à une troupe « le théâtre du Levant » qui collabore régulièrement avec Culture et Liberté, pour le scénario et la mise en scène. Lorsque le spectacle est au point, celui-ci est alors présenté dans diverses salles, bien garnies, d'équipements socio-culturels du secteur minier. A chaque représentation alors que certaines ouvrières sont actrices, d'autres tiennent des stands et écoulent leur production de vêtements, sensibilisant ainsi, sous des formes variées, leur combat auprès de l'opinion publique, avant que finalement, un autre employeur relance l'usine, dans une autre activité et avec un effectif de salariés plus réduit.

Evaluation :

Ces deux exemples se situent bien dans une démarche d'éducation populaire parce qu'ils en présentent les principales caractéristiques :

- les deux actions ont été décidées à partir des besoins, des attentes, des demandes, des intéressés et de l'actualité, d'un problème de vie dans le deuxième exemple.
- Il y a eu :
 - * Prise en compte et valorisation des savoir-faire et des compétences des personnes dans les groupes à des moments précis
 - * Promotion personnelle par l'acquisition de nouvelles connaissances, mais se situant dans un cadre de promotion collective par l'apprentissage et la réalisation de l'organisation et de la gestion des situations, ensemble.
- Dans des vies d'équipe intense, les valeurs de partage, de solidarité, favorisant la prise de responsabilité, ont été une préoccupation constante des acteurs.
- Les actions décidées et réalisées ont toujours été gérées et contrôlées par leurs promoteurs appartenant au milieu populaire, même lors d'interventions, comme dans le deuxième exemple, de partenaires différents ou de spécialistes. Ceux-ci se sont toujours situés au service de la démarche et du projet décidés.
- Les militants présents dans ces actions ont recherché à l'occasion de rencontres collectives à faire prendre conscience des problèmes sociaux inhérents aux situations vécues.

Michel RIEZ
Mai 2000